

UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

« La jeunesse est la flamme
de la Révolution. »

Karl Liebknecht

Édito

Nous ne paierons pas leur crise !

Tout augmente, sauf les salaires ! Voilà la conclusion du système capitaliste dans lequel nous demeurons. Les classes dominantes font payer leur crise aux classes laborieuses: salaires bloqués, services publics démantelés, précarité généralisée, intensification des conditions de travail, avenir bouché pour des millions de jeunes, tout y passe pour sauver les superprofits d'une poignée de rentiers et de banksters.

Partout dans le monde, les « indignés » se mobilisent pour du pain et de la démocratie. Ils tentent ici d'arracher les quelques miettes que le patronat leur vole en plus du reste et là de combattre les dictatures soutenues par les impérialistes toujours friands de pétrodollars.

La jeunesse y joue un rôle central. Elle s'engage pour avoir son mot à dire dans un monde qui l'exclut et qui ne tourne plus rond depuis longtemps. Un monde qui continue de spolier les travailleurs de leur labeur. Un monde qui continue de rouler au gazoil, de se chauffer au gaz, de s'éclairer grâce à l'énergie nucléaire alors que les horreurs de Fukushima sont encore dans tous les esprits et que les pénuries affament des peuples entiers.

Ces crises sociale, écologique et politique ne se régleront pas avec une simple alternance d'un gouvernement social-démocrate soumis aux règles du marché. Ce qu'il faut c'est une alternative basée sur une démocratie réelle et le partage des richesses. Malgré leurs limites respectives, les exemples sud-américains sont là pour nous démontrer que c'est possible, maintenant !

Annuler les dettes, nationaliser les banques, augmenter les salaires, imposer l'égalité des droits et sortir du nucléaire : la réalisation de ce programme est largement à notre portée. Confiance ! Tout est possible !

Johann CESA (42)

SOMMAIRE

Édito (p.1) par Johann CESA

Actu (p.2-3) : *En Grèce, la révolution frappe à la porte* par Jean-François CLAUDON

Primaires (p.4-5): *Cinq bonnes raisons de voter Aubry* par Johann CESA

Interview (p.6): *Moi Jaurès, candidat en 2012 de Jean-Pierre Fourré* par Julien GUERIN

Culture (p.7) : *Drame social à Téhéran* par Anthony GRATA-COS

Tranche d'humour (p.8): *La-garde au FMI: au moins on va rire ...* par Kévin GROUILLAT



"Quelques jours après le 14 juillet 1789, le peuple parisien s'attaque à une seconde Bastille, celles des spéculateurs.

Le 23 juillet, le conseiller d'Etat Foulon et son gendre, l'intendant Berthier, sont exécutés par une foule morte de faim. En 2011, ce combat contre les affameurs est d'une actualité brûlante".

Le drame de notre temps se joue en Grèce. C'est devenu une certitude. La pression des requins de la finance a franchi le seuil de non-retour depuis qu'ils exigent de l'État grec un plan de privatisations barbare sensé économiser la somme délirante de 50 milliards d'euros ! Cette attaque sans précédent contre le salariat grec a tout de même le mérite de discréditer définitivement le gouvernement dirigé par le « renégat » Papandréou, qui révèle chaque jour davantage sa nature profonde de laquais des impérialistes et des escrocs transnationaux. Georgios a bien son portrait en vedette dans tous les quartiers populaires d'Athènes, mais il est systématiquement affublé d'un chapelet d'insultes qui fleurent bon la haine de classe. Car qui ouvre les yeux ne serait-ce que quelques secondes sur la réalité sociale grecque comprend la profondeur du gouffre dans lequel les spéculateurs font plonger tout un peuple. Il suffit par exemple d'écouter Antonis Papaioannou, un étudiant de 20 ans, expliquer que les mesures d'économies budgétaires ont abouti à des coupures d'électricité et même des pénuries de papier dans son établissement et que les salaires des enseignants ne sont même plus versés. Pour le jeune Athénien indigné, « le gouvernement ne fait qu'une chose : presser le peuple au maximum sans dépenser d'argent dans l'éducation » pour la simple est bonne raison qu'il « représente le grand capital [...] et non le peuple grec ».

La radicalisation politique des salariés et de la jeunesse grecs est maintenant une réalité patente. Les 28 et 29 juin dernier, lors d'une grève générale qui dépassait enfin les 24 heures traditionnelles, ils étaient des dizaines de milliers à défiler à Athènes pour dénoncer le nouveau plan d'austérité -le 5ème depuis 2008 !- qui était alors en passe d'être voté par les députés. Les salariés ont remis le couvert, à l'appel de leurs syndicats, le 6 juillet. Malgré des débuts difficiles où la tentation sectaire était forte, la mobilisation populaire qui fait face au parlement a su se transformer en un mouvement majoritaire dont le slogan-phare « Nous ne devons rien, nous ne vendrons rien et nous ne payerons rien » résume l'objectif central. Nous l'écrivions sur le site de « L'Offensive socialiste » après la mobilisation massive du début du mois de juin : « Le mouvement de la place Syntagma,

lancé en écho à celui des *Indignados* espagnols, pose le problème de la dette à un niveau supérieur. Ce qui avait été à peine ébauché à la Puerta del Sol se réalise actuellement en Grèce à une échelle de masse : un mouvement social généralisé qui entend résoudre le problème de la dette en revendiquant le pouvoir d'État. La question du pouvoir, que l'on repoussait dédaigneusement à Madrid, est devenue depuis quelques jours le nœud gordien du drame qui se joue à Athènes ».

Certains s'en plaignent mais, à l'instar des plus grandes tragédies grecques, le mouvement qui saisit tous les jours un peu plus l'ensemble des salariés hellènes est loin d'être exempt de contradictions. Puisque le processus social spontané exprime la réalité dans sa profondeur, il ne peut progresser que par à coups, en réalisant de brusque virages. Pour jauger le stade atteint par la lutte des classes en Grèce, il est comme souvent bien plus efficace de donner la parole à l'autre camp que d'écouter les interprètes autoproclamés du mouvement ou les « observateurs » prétendument impartiaux. Que disent les administrateurs des affaires communes de la bourgeoisie ? Un journaliste du *Figaro Economie* a affirmé en juin dernier que « le Trésor français a décaissé 4,5 milliards depuis janvier dans le cadre du plan d'aide européen à la Grèce. Une opération, si elle se passe bien, qui devrait profiter à nos finances. À moins que la Grèce ne fasse défaut ». Christian Noyer, l'éminent gouverneur de la Banque de France, ne cache pas que « toute solution évitant un défaut de la Grèce est acceptable ». Le mot est lâché. Voilà ce que les bourgeoisies européennes craignent plus que tout : le défaut de paiement.

Mais les administrateurs des classes dominantes ne sont pas leurs propagandistes. La presse aux ordres qui se fait fort d'influencer les salariés ne tiennent en rien le même discours. Elle explique aux braves gens que les États européens ne feront rien pour aider la Grèce si le 5ème plan d'austérité n'est pas mis en œuvre séance tenante. L'éditorial de la *Lettre de Démocratie et Socialisme* du 3 juillet est à ce titre éclairant lorsqu'il affirme qu'en Grèce, « la finance, les oligarques européens jouent les matamores : si le Parlement grec ne

vote pas le plan d'austérité, nous laisserons la Grèce "faire faillite". Christine Lagarde n'a-t-elle pas déclaré, fin mai, que la Grèce était « *menacée de faillite* », tout en exprimant ses « *vives inquiétudes au sujet de la lenteur du processus* » des privatisations ? Ajouterait-elle que « *ceci devrait suffire, pour l'instant, à inciter le gouvernement grec à mettre en œuvre les privatisations* », s'il ne s'agissait pas d'une menace à peine voilée lancée à tout un peuple ? Mais tout cela n'est que du bluff. Du vulgaire bluff. Car un État ne fait pas « *faillite* », contrairement aux entreprises ou aux banques privées, car il dispose de la force publique et de la continuité historique nécessaires pour lever l'impôt et faire face à ses engagements. Poussé dans ses retranchements, un État peut et doit restructurer sa dette, voire la dénoncer. Concrètement, l'État grec peut faire « *défaut* », mais il ne peut pas disparaître sous le poids de ses engagements financiers. La presse aux ordres et les zéloteurs du capitalisme agitent le spectre de la faillite devant les peuples européens, car elles craignent plus que tout le « *défaut de paiement* » de la Grèce. Bref, elles brandissent le scénario du pire, pourtant improbable, pour éviter la réalisation de celui qui paraît naturel aux yeux d'une fraction de plus en plus importante du salariat européen.

Le « *défaut de paiement* » de la Grèce constitue le véritable spectre qui hante le monde de la finance, cette aile marchante du capital en crise. Et ce pour deux raisons. En Grèce, comme le signale judicieusement Dimitri Latsis sur le site de *Médiapart*, « *"faire défaut" signifie qu'un gouvernement démocratique arrive au pouvoir et annule la dette* ». En d'autres termes, « *"défaut" signifie révolution* ».

En outre, la restructuration drastique de la dette grecque ou son annulation pure et simple frapperait de plein fouet les grandes banques allemandes et françaises qui sont extrêmement exposés au risque de défaut de paiement de l'État hellène. C'est pour se sortir de l'ornière et par excès de philanthropie que le créancier le plus exposé, la BNP-Paribas, a réalisé en toute urgence un plan de « *sauvetage de la Grèce* ». Sarkozy s'est empressé de soutenir ce plan qui permettraient aux banques, en échange d'une promesse de profit revue à la baisse, de ne pas tout perdre. Merkel a emboîté le pas, non en raison de la force de

conviction de notre « *moralisateur* » du capitalisme à talonnettes, mais sous la pression de la finance allemande qui se rendait compte du danger de mort qui la guettait elle-aussi. Le vote du plan d'austérité par le parlement-croupion à la fin du mois de juin a beau rendre obsolète le plan franco-allemand de sauvegarde des banques, il n'en reste pas moins que tous les agissements enfiévrés et désordonnés des classes dominantes sont mues par la même volonté : éviter coûte que coûte le défaut de paiement.

La révolution est un processus qui mûrit lentement, mais, au final, elle « *ramène toutes les contradictions de son développement à une alternative : la vie ou la mort* », selon un des plus grands révolutionnaires du siècle écoulé. La polarisation sociale est aujourd'hui telle en Grèce qu'il est devenu inenvisageable de prôner un règlement négocié de la question de la dette. Classe contre classe, programme contre programme, telle est la situation qui prévaut depuis deux semaines. « *Soit nous, soit eux* », comme l'affirme l'Appel de la Place Syntagma adopté le 26 juin dernier. La finance sera contrainte d'imposer de nouvelles exigences au peuple grec par le truchement de cette caricature d'instance démocratique que constitue le parlement hellène. En face, on n'en peut plus depuis longtemps. Le salut ne peut passer que par l'annulation de la dette ou par sa profonde restructuration orientée par les résultats d'un audit citoyen sur les engagements de l'État grec. Mais les classes dominantes sont prêtes à tout pour éviter ce défaut de paiement qui est maintenant la seule issue pour le peuple grec et pour l'ensemble des salariés européens. Les pitoyables manœuvres de Papandréou pour susciter un gouvernement d'Union nationale sans rivage à droite sont motivées, à l'échelle de la Grèce, par la même raison qui a poussé le tandem Sarkozy-Merkel à proposer un plan B au niveau de l'Union. Il s'agit de faire croire qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité. Mais cette alternative existe. Elle passe par l'annulation de la dette, la réappropriation par le peuple de la souveraineté et l'expropriation des délinquants de la finance. Pas étonnant que les impérialistes de tout poil font tout pour empêcher les salariés de se frayer un chemin vers ce programme !

Par Jean-François CLAUDON (75)

Cinq bonnes raisons de voter Aubry

La course est lancée, nous connaissons aujourd'hui l'ensemble des candidats aux primaires à moins que DSK ne refasse surface. Il est temps, pour le petit million d'électeurs attendu, de faire son choix. Un choix cornélien entre 5 candidats qui se ressemblent beaucoup. Il serait aisé de faire un choix par élimination, un « tous sauf lui », mais nous tomberions dans l'erreur. Le sectarisme n'est pas notre camp puisque nous devons nous rassembler derrière le ou la gagnante de ces primaires. Ce rassemblement final des socialistes sera ô combien important pour l'emporter face à la droite.

Tu le sais, cher lecteur assidu, nous avons fait le choix depuis six mois déjà de soutenir la candidature de Martine Aubry. Ce n'est ni un choix par défaut, ni un choix de circonstances. C'est un choix pleinement assumé face aux contradicteurs qui nous rappellent - à juste titre - les positions politiques antérieurs de Martine Aubry : oui au TCE, 35 heures mal faites, attermoiments sur la défense de la retraite à 60 ans... J'en passe et des pires. Nous pouvons leur opposer que trois des quatre autres candidatures sont sur la même ligne. Voilà Manuel Valls, qui vient de nous re-chanter il y a quelques jours sa douce musique de la retraite par point. Montebourg, lui, pense que les 35 heures n'existent plus et demeure discret sur les retraites. D'ailleurs Valls, Aubry, Hollande et Royal étaient tous dans la même motion au Mans. Quant au « rebelle » Arnaud, l'apôtre de la démondialisation, il fut le premier soutien de Royal en 2007 et d'Aubry en 2009. Aucune candidature n'a pour l'heure placé la question sociale comme centrale pour 2012.

C'est donc notre rôle de militant de la gauche du PS que de faire entendre notre voix sans se complaire dans de veines luttes d'appareil digne d'un congrès de Rennes puisque ce sont les électeurs de gauche qui sont appelés à se prononcer. Martine Aubry apparaît aujourd'hui comme la plus à même de reprendre nos propositions et de rassembler notre famille politique.



La candidate du rassemblement des socialistes

Rappelez-vous, chers camarades, dans quel état se trouvait notre Parti avant et pendant le congrès de Reims. Un parti désuni depuis le TCE et une synthèse mancelle confusionniste et destructrice. Un premier secrétaire incapable de trancher et de donner une ligne à suivre pour ses militants. C'était le « cadavre à la renverse ». Et maintenant ? Rendons à Martine Aubry ce qui lui revient. Depuis Reims, elle a su remettre le PS en ordre de bataille et en dynamique de reconquête électorale. Pas si simple, lorsque sa propre motion est le mariage de la carpe et du lapin et que Royal menaçait de tout faire sauter. Dans la tempête, elle a su tenir bon. Plus d'un aurait pris ses jambes à son cou. Elle a rassemblé tous les socialistes, elle a le parti derrière elle pour nous mener vers la victoire.



La candidate du projet

On peut ajouter à son crédit sa capacité à faire travailler tout le monde lorsque son prédécesseur préférerait la paresse agréable du consensus mou. Un parti qui se renove bon gré mal gré face à ces barons qui cultivent du local comme du national. Des conventions à la pelle conduites par toutes les sensibilités. Résultat : un projet qui reprend sans fadeur les aspirations qu'expriment les salariés. Alors que tous les autres candidats veulent s'en démarquer, elle est la seule qui respectent l'engagement moral et démocratique prit devant les militants.

La candidate de l'unité de la gauche

Rassembler tous les socialistes c'est bien ; rassembler toute la gauche c'est mieux. Face à une droite qui tente une nouvelle fois de diviser le salariat en opposant ceux qui perçoivent le SMIC et les « assistés » qui touchent le RSA, la gauche doit s'unir car il n'existe qu'un seul salariat très impatient d'en finir avec Sarko. Sans l'unité de toute la gauche, rien de beau, rien de grand ne s'est fait dans notre pays.

Alors que l'ancien Premier Secrétaire renvoyait « la gauche de la gauche », dit-il lui-même, à ses chères études, Martine Aubry a fait le choix de remettre le PS au cœur du mouvement social. Travaillant aussi bien avec les organisations syndicales lors du mouvement sur les retraites qu'avec les autres formations politiques de gauche, elle a toutes les cartes en main pour unir toute la gauche.

La candidate la plus anti-Sarkozyste

L'anti-sarkozysme ne nous fera pas gagner l'élection présidentielle, mais un programme social-libéral soumis au diktat des détenteurs de la dette nous fera perdre à coup sûr. On ne pourra pas se satisfaire d'un président normal et sympathique si celui-ci fait la même politique que Sarko. Un suppositoire est toujours difficile à prendre même si on vous l'administre avec le sourire. Martine Aubry est la seule, à nos yeux, qui paraît capable de résister aux sirènes des marchés et de la finance à l'heure où bon nombre de sociaux-démocrates ont abdicqué. Martine Aubry parle allocation autonomie, retour à la retraite à 60 ans, hausse du SMIC, 35 heures, pas de revenu à 20 fois le plus bas salaire alors que les autres candidats en position de l'emporter placent le débat là où Sarkozy veut qu'il se situe pour mieux tromper les salariés.

La candidate de la jeunesse

Notre génération est celle qui s'est engagée farouchement contre la précarité organisée par le Contrat Première Embauche, le fichage d'Etat avec Edwige, la stigmatisation des jeunes des quartiers en relégation sociale, l'apprentissage à 14 ans, le déremboursement des soins et la retraite à 62 ans. Nous sommes une génération qui désire autre chose que d'avoir le choix entre des emplois précaires et le chômage. Martine Aubry a repris la première de nos revendications : l'allocation autonomie. La seule solution à nos yeux, qui permettra à la jeunesse de se consacrer pleinement à ses études. Une allocation versée à tous les jeunes en fonction de leurs revenus et de leurs projets afin de couvrir les dépenses pour se loger, se nourrir, se soigner, s'éduquer, se cultiver.

Par Johann CESA (42)

Moi Jaurès, candidat en 2012

Ancien député PS de Seine-et-Marne (de 1986 à 1993), Jean-Pierre Fourré est l'un des rares parlementaires socialistes à avoir voté contre l'intervention militaire française en Irak janvier 1991. Membre de la gauche du parti, aux côtés des amis de Jean-Pierre Chevènement, durant de nombreuses années, il est aujourd'hui sans attache partisane. Devenu éditeur et passionné de théâtre, il a fait revivre la figure de Jaurès dans un spectacle intitulé « la dernière journée de Jean Jaurès ». Il y incarnait le rôle du tribun socialiste avec conviction. Poursuivant sur sa lancée, il vient de publier un petit opuscule compilant quelques grands textes du député de Carmaux et montrant toute leur actualité pour la gauche actuelle. Rencontre.

Quels sont tes objectifs avec la publication de cet ouvrage qui compile des textes et des articles de Jean Jaurès ?

Jean-Pierre Fourré : Jean Jaurès, nom de rue, de gymnase, de salle de réunion ; chacun cite ce nom parmi tant d'autres personnages illustres. Mais aujourd'hui qui connaît Jean Jaurès ? Questionner les et comprendre le Réel » dixit Jean Jaurès) militants politiques de gauche laisse apparaître trop souvent une méconnaissance coupable.

Mais au-delà d'apprendre au plus grand nombre le parcours et la pensée de Jean Jaurès, j'ai souhaité introduire un vrai débat politique au moment où tant de candidats vont solliciter nos suffrages, un débat sur le fond, sur la société à créer, sur « l'idéal » (« aller à l'Idéal ») .

En quoi la pensée de Jaurès te semble-t-elle encore actuelle presque 100 ans après sa disparition ?

JP-F : La pensée de Jaurès n'a pas pris une ride, et pour cause, puisque fondée sur une réflexion philosophique traduite en action politique, où l'avenir de l'homme est au cœur de ses préoccupations. Quoi de plus actuel ?

Les propositions des partis politiques, les décisions des gouvernements sont aujourd'hui aliénés aux principes du « marché », et plus généralement à ce système libéral, inéluctable, sans marge de manœuvre, nous rappelle t'on en permanence ; au point que le mot « socialisme » est bradé pour cette idée ambiguë de « social-libéralisme ».

Comment les citoyens et surtout les plus jeunes peuvent encore croire en ce slogan d'hier : « changer la vie ».

Les refuges dans le communautarisme,



dans l'action individuelle, trop souvent palliatifs à une implication dans un projet à long terme, ne remettent pas en cause le système seul responsable de toutes ces injustices criantes.

Revenons donc aux fondamentaux, ceux qui doivent encadrer l'intervention mili-

tante du quotidien, ceux que Jaurès rap-

pelaient il ya cent ans. Nous avons besoin de ces références, de cette cohérence, de ces solutions tellement actuelles.

Le titre de l'ouvrage semble être une interpellation à la gauche actuelle en vue des échéances de l'an prochain, confirmes-tu cette visée ?

JP-F : C'est une interpellation du monde politique, des économistes, des philosophes et de l'ensemble des médias, sur la question essentielle : « quel Idéal pour notre société ? »

Interpellation aux candidats, pour savoir qui se reconnaîtra dans la fidélité à Jaurès et aux principes d'une société réellement démocratique ?

N'y a t'il pas de meilleures moments que la campagne présidentielle pour imposer au-delà des clichés médiatiques et du superficiels un débat avec tous les citoyens sur cette question ?

Jean Jaurès trouvait « médiocres les hommes qui ne savent pas reconnaître dans le présent la force accumulée des grandeurs du passé et le gage des grandeurs de l'avenir... ».

Alors, introduisons Jaurès dans le débat pour 2012, l'avenir de notre pays le mérite bien.

Propos recueillis par Julien GUERIN

Lire Moi Jaurès, candidat en 2012,

Editions de Matignon (9,5 €)

Drame social à Téhéran

Voilà le film qui a tout raflé à Berlin en 2011. Et on comprend pourquoi ! Asghar Farhadi, jeune cinéaste iranien (*A propos d'Elly*, 2009), réussit à nous clouer sur notre siège pendant toute la durée du film. Dès la première séquence, le spectateur se retrouve à la place d'un juge. Ce sera un leitmotiv. Un couple, face caméra, est dans une salle d'audience afin de demander le divorce. Simin (Leila Hatami) veut divorcer pour partir vivre à l'étranger alors que son mari Nader (Peyman Mooadi) ne veut pas la suivre car il doit s'occuper de son vieux père atteint de la maladie d'Alzheimer. La caméra se substitue à notre regard alors que les acteurs nous fixent et c'est le début d'un immense défi pour le spectateur qui devra dénouer seul le ruban de la moralité. La grande subtilité du scénario va nous amener à ne jamais pouvoir réellement trancher.

Au-delà de la rupture qui frappe ce couple iranien de la classe moyenne (soulignons ici l'universalité du propos qui ne limite pas l'histoire à son lieu géographique) va naître un autre drame. Lorsqu'elle quitte le domicile familial avec l'assentiment de son mari, homme compréhensif mais borné, Simin abandonne également la garde du grand-père malade. Nader se met alors à la recherche d'une aide soignante et engage Razieh pour tenir ce rôle. Razieh, issue du milieu populaire d'un Téhéran conservateur et étouffant, vient tous les jours en compagnie de sa jeune fille faire le ménage et prendre soin de l'impotent. Jusqu'au jour où, en rentrant chez lui, il retrouve l'appartement vide, son père attaché au lit et à moitié mort. Les condamnations vont alors bon train dans la tête du spectateur... Mais quelques minutes plus tard, au prix d'une tension maîtrisée proche du meilleur thriller, Razieh réapparaît comme si de rien n'était. Nader la jette dehors sans ménagement. Le lendemain, il apprend qu'elle porte plainte contre lui : il est accusé de meurtre.

Le rouage judiciaire se met alors en place de façon implacable. Dès lors, de quelle "séparation" s'agit-il ? Du divorce,

ô combien prégnant, entre classe aisée et classe populaire, entre traditions (superstitions, règles islamiques) et modernité (bourgeoisie, désirs d'émancipation) ou de la séparation entre Simin et Nader ? La femme séparée, revenue soutenir un mari dont elle espère un retour de flamme conjugale, paie la caution qui évite à Nader de se retrouver derrière les barreaux et va tenter de négocier avec la femme voilée qui, de son côté, se débat entre mari revancharde et fidélité aux préceptes du Coran. À côté d'eux, ce sont surtout les enfants qui trinquent. Eux qui, tout comme le spectateur, sont pris à parti par les acteurs du drame. La fille de Simin et Nader est au centre du propos. Déjà déchirée par le divorce de ses parents, la voilà condamnée à apprendre à l'aube de la puberté pèle mèle la mesquinerie humaine, le mensonge, le déni, l'obligation de prendre parti, de se placer



en juge et de voir la figure tutélaire du père se désintégrer sous ses yeux. Le film dénonce justement une cascade de mensonges et de petits arrangements. Dépeignant ces conflits exacerbés dans un pays où, détails symboliques de la vie quotidienne, tout se passe à l'intérieur

de pièces mal éclairées. Le film ne compte que deux scènes extérieures très courtes.

Une séparation fonctionne sur le schéma énigmatique de *La Fête du feu* (2006), où Asghar Farhadi imposait à une femme de ménage un rôle de témoin dans une dispute entre ses patrons, la femme soupçonnant son mari de la tromper avec la voisine d'en face. Les juges d'*Une séparation*, comme l'employée de *La Fête du feu*, sont otages d'un suspense, invités comme nous à adopter un point de vue, puis le point de vue inverse. Asghar Farhadi use des théâtres intimes pour distiller l'idée qu'en Iran le mensonge et la manipulation se pratiquent à tous les niveaux, que les comportements que l'on y impose méritent d'être débattus et contestés.

Par Anthony GRATACOS (77)

Comité de rédaction :

Johann Cesa (42)
Thomas Chavigné (31)
Tunjaï Cilgi (64)
Jean-François Claudon (75)
Mehdi Dardouri (42)
Julien Guérin (77)
Anthony Gratacos (77)
Laurent Johnny (43)
Ernest Simon (44)
Morgan S. Trouillet (75)

Unité mensuel gratuit publié par l'Offensive

Socialiste

Numéro 40 | Juin-Juillet 2011

Courriel : offensive.socialiste@gmail.com

Maquette : Johann CESA

Annonce :

Nous cherchons un ou plusieurs dessinateur(s) humoristique(s) afin d'illustrer chaque mois l'actualité dans les colonnes d'Unité. Si vous êtes intéressés, merci de vous faire connaître par courriel (offensive.socialiste@gmail.com) ou de joindre Anthony au 06 19 77 64 08.

Lisez Unité, le journal de l'Offensive Socialiste

et retrouvez les articles de ce
numéro et des précédents sur

www.offensivesocialiste.wordpress.com

Tranche d'humour

Lagarde au FMI : au moins on va rire...

« Il faut que le travail paye. Mais c'est une vieille habitude nationale : la France est un pays qui pense. Il n'y a guère une idéologie dont nous n'avons fait la théorie. Nous possédons dans nos bibliothèques de quoi discuter pour les siècles à venir. C'est pourquoi j'aimerais vous dire : assez pensé maintenant. Retroussons nos manches » !
Sois flexible et tais-toi...

« Pour faire face à la hausse du prix du pétrole, je conseille aux Français de faire du vélo ».

Prends garde, Christine ; Marie-Antoinette avait conseillé aux Parisiens de manger de la brioche...

« J'entends dire parfois, à propos du travail et de la concurrence qu'il engendre : c'est la guerre de tous contre tous. Voilà un véritable contresens. Car à la guerre, le plus fort soumet le plus faible tandis que, dans les rapports de travail, le plus fort communique de la force au plus faible ».

Christine, va dire ça à un ouvrier dont la boîte vient de délocaliser son activité !

« Relance ou rigueur, ce n'est pas un choix, [...] la politique économique que nous menons en France



actuellement, c'est une politique de ri-lance [...], subtil dosage [...] qui consiste en réalité à réduire la dépense publique là où ce sera le moins douloureux pour la perspective de relance de l'activité économique ». Ça paraît compliqué, mais, à côté de la « baisse tendancielle de la hausse du chômage », c'est de la rigolade...

« Travaillez plus, vous multipliez l'emploi ; dépensez plus, vous participez à la croissance ; gagnez plus, vous augmentez le pouvoir d'achat » ! Bien sûr, Christine, le sur-travail des uns engendre le travail des autres, c'est bien connu...